

LE FOYER FRANCO LIBANAIS
Fondation reconnue d'utilité publique

15 / 17 rue d'Ulm
75005 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2025

Au Conseil d'administration de la Fondation LE FOYER FRANCO LIBANAIS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation LE FOYER FRANCO LIBANAIS relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Bureau du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels, adressés aux membres du Conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau du Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mont Saint Aignan,
Le 23 octobre 2025

Secno



Antoine LEVASSEUR
Commissaire aux Comptes

BILAN ACTIF

	Exercice N		Exercice N-1	
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	3 440 959	2 813 922	627 037	762 468
Installations techniques, matériel et outillage industriels	17 146	17 146	0	622
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	658 053	532 254	125 799	123 875
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	55 556		55 556	55 556
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	620		620	620
TOTAL I	4 172 336	3 363 323	809 013	943 142
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	48 312		48 312	61 620
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	159 973		159 973	161 519
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	660 516		660 516	526 264
Charges constatées d'avance	25 497		25 497	22 517
TOTAL II	894 298		894 298	771 921
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	5 066 634	3 363 323	1 703 311	1 715 063

SECNO

28 rue Alfred Kastler - CS 50278
76137 MONT SAINT AIGNAN CEDEX
Tél. 02 35 59 76 76 - Fax 02 35 59 11 55

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	504 489	389 457
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	34 966	34 966
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	148 517	115 032
Excédent ou déficit de l'exercice	687 972	539 455
Situation nette (sous total)		
Fonds propres consommables	68 224	98 775
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	756 195	638 230
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	55 556	55 556
Fonds dédiés		
TOTAL II	55 556	55 556
PROVISIONS		
Provisions pour risques	139 978	139 978
Provisions pour charges		
TOTAL III	139 978	139 978
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	397 982	484 529
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	32 748	32 346
Emprunts et dettes financières diverses	55 607	70 386
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes des legs ou donations	119 493	134 424
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	27 162	50 657
Autres dettes		
Instruments de trésorerie	118 591	108 955
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	751 582	881 298
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	1 703 311	1 715 063

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 011 657	1 019 763
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	82 971	68 549
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	17 048	14 536
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	96 375	68 129
TOTAL I	1 208 050	1 170 977
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	6 389	4 643
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	400 973	398 977
Aides financières	82 670	85 146
Impôts, taxes et versements assimilés	48 867	54 610
Salaires et traitements	314 405	318 359
Charges sociales	79 706	72 875
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	143 253	142 652
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	7 851	144
TOTAL II	1 084 113	1 077 407
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	123 936	93 570
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	63	55
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	63	55
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	7 692	8 958
Différences négatives de change		325
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	7 692	9 283
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	(7 630)	(9 228)

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	116 307	84 343
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	2 194	
Sur opérations en capital	30 552	30 779
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	32 745	30 779
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	535	90
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	535	90
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	32 210	30 689
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 240 858	1 201 812
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 092 341	1 086 779
EXCEDENT OU DEFICIT	148 517	115 032
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	30 950	30 220
Bénévolat		
TOTAL	30 950	30 220
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	(30 950)	(30 220)
Personnel bénévole		
TOTAL	(30 950)	(30 220)

ANNEXE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Annexe au bilan de l'exercice clos le 30 juin 2025 dont le total est de 1 703 311 € et le compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dégageant un résultat bénéficiaire de 148 517 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2024 au 30/06/2025.

Les comptes annuels de la Fondation du Foyer Franco Libanais englobent les comptes du Foyer proprement dit, ceux de la Paroisse Notre Dame du Liban et de l'immeuble sis 8 rue Lhomond.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

La Fondation du Foyer Franco-libanais a été créée en 1937, autour de l'église Notre Dame du Liban.

Son objet principal est de maintenir et de resserrer les liens d'amitié et de commune culture entre la France et la Communauté maronite.

Ses moyens d'action :

- Un foyer permettant à des étudiants, clercs et laïcs, de toutes nationalités, venus suivre des cours dans des établissements français d'enseignement, d'être hébergés et d'avoir accès à des activités sportives et culturelles leur offrant un moment de détente et d'épanouissement dans la vie communautaire,
- La gestion d'une paroisse de culte maronite à Paris, proposant également des activités sociales et culturelles à l'attention des jeunes (scoutisme, groupe jeunes, etc.),
- Bourses d'études et secours à l'attention des personnes défavorisées,
- Expositions, conférences, publications et enseignements en lien avec l'objet de la Fondation.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

SECNO

28 rue Alfred Kastler - CS 50278
76137 MONT SAINT AIGNAN CEDEX
Tél. 02 35 59 76 76 - Fax 02 35 59 11 55

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention particulière, les montants sont exprimés en Euros.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les plus récentes. Pour les plus anciennes, l'évaluation a été faite sur la base d'un inventaire physique de 1989 réévalué à la valeur d'usage en 1995.

Les amortissements pour dépréciation des immobilisations sont calculés, sans considération de la valeur résiduelle, selon le mode linéaire, en fonction de la durée d'usage.

- Constructions sur sol d'autrui et composants	15 à 30 ans
- Agencements des constructions	8 à 15 ans
- Matériel de bureau	1 à 5 ans
- Mobilier	10 à 25 ans

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

NOTES SUR LE BILAN

Actif immobilisé

Immobilisations corporelles

	A l'ouverture	Acquisitions	Cessions	A la clôture
Immobilisations corporelles	4 188 424	9 124	25 833	4 171 715
Total	4 188 424	9 124	25 833	4 171 715

Immobilisations financières

	A l'ouverture	Acquisitions	Cessions	A la clôture
Immobilisations financières	620			620
Total	620			620

Amortissements des immobilisations

	A l'ouverture	Augmentation	Reprise	A la clôture
Amortissements	3 245 903	143 253	25 833	3 363 323
Total	3 245 903	143 253	25 833	3 363 323

Actif circulant

Etat des créances

Toutes les créances de la Fondation sont à moins d'un an.

Produits à recevoir

	Montant
Factures à établir	38 588
Autres produits à recevoir	1 399
Total	39 987

Fonds propres

	A l'ouverture	Augmentations	Diminutions	A la clôture
Fonds de réserve	389 457	115 032		504 489
Ecart de réévaluation	34 966			34 966
Excédent ou déficit	115 032	148 517	115 032	148 517
Situation nette	539 455	263 549	115 032	687 972
Subventions d'investissement	98 775		30 552	68 223
Total	638 230	263 549	145 584	756 195

Provisions

	A l'ouverture	Dotations	Reprises	A la clôture
Autres provisions pour risques et charges	139 978			139 978
Total	139 978			139 978

La provision constituée au 30 juin 2021 pour couvrir l'éventualité de non-recouvrement d'une créance a été maintenue, aucun avancement n'ayant été constaté.

Dettes

Etat des dettes

	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts établissements de crédit	88 122	236 858	73 002
Dettes financières diverses	32 748		
Dettes fournisseurs	55 607		
Dettes fiscales et sociales	119 493		
Autres dettes	27 162		
Produits constatés d'avance	118 591		
Total	441 722	236 858	73 002

Charges à payer

	Montant
Intérêts courus sur emprunts	385
Fournisseurs - factures non parvenues	22 540
Personnel - congés à payer	55 125
Charges sociales à payer	18 015
Etat - charges à payer	5 868
Divers – charges à payer	2 500
Total	104 433

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance	25 497		
Total	25 497		

Produits constatés d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Produits constatés d'avance	118 591		
Total	118 591		

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics Subventions d'exploitation Subventions d'équilibre Subventions d'investissement					30 552	30 552
Total					30 552	30 552

Tableau des fonds reportés

	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restants à engager en fin d'exercice A - B + C
Legs Pellottier	55 556	55 556			0 55 556 0 0
Total	55 556	55 556	0	0	55 556

Contributions volontaires en nature

Conformément à la nouvelle réglementation comptable, les heures de bénévolat ont été recensées, valorisées et comptabilisées.

Le temps de bénévolat s'élève à 1 610 heures, valorisées au taux horaire moyen de rémunération du personnel salarié, soit 15.449 €. S'y ajoutent les charges sociales, calculées au taux moyen de 24.44%.

AUTRES INFORMATIONS

Engagements hors bilan

La jouissance du terrain sur lequel s'élève la Fondation a été consentie à Sa Béatitudo le Patriarche Maronite suivant un bail emphytéotique enregistré le 12 mars 1937.

A l'expiration du bail, si celui-ci n'est pas renouvelé, l'ensemble des bâtiments construits sur le terrain et des agencements afférents reviendra à l'Etat français.

Il est à noter que les bâtiments et agencements actuels seront amortis en totalité à la date d'expiration du bail.

L'ensemble immobilier complet fait également l'objet d'une hypothèque conventionnelle de 2^{ème} rang venant en garantie des emprunts contractés auprès de la BRED Banque Populaire :

- Un emprunt de 395 000 € souscrit le 19 juillet 2017 pour financer des travaux de rénovation, conclu pour une durée de 12 ans précédée d'une période de décaissement fractionné de 2 ans.
- Un emprunt de 139 590 € souscrit le 5 septembre 2021 pour financer des travaux immobiliers, conclu pour une durée de 10 ans précédée d'une période de décaissement fractionné de 2 ans.

Le prêt de 150 000 €, octroyé par la BNP le 5 août 2020 afin de faire face aux conséquences financières de la pandémie Covid-19, conclu pour une durée de 5 ans avec un différé de remboursement de 1 an, fait l'objet d'une garantie par l'Etat.

L'emprunt de 100 000 €, souscrit pour une durée de 10 ans auprès du CIC le 8 juillet 2019 pour financer des travaux immobiliers, fait l'objet d'une garantie classique sur les biens immobiliers.

Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière à devoir au personnel du Foyer et de la Paroisse ont été évaluées à 84 960 € charges sociales incluses.

Résultat par entité comptable

La Fondation du Foyer Franco Libanais est constituée de trois entités comptables distinctes, le Foyer proprement dit, la Paroisse Notre Dame du Liban et l'immeuble sis 8 rue Lhomond.

Résultat du Foyer Franco Libanais	114 257 €
Résultat de la Paroisse Notre Dame du Liban	-64 137 €
Résultat de l'immeuble	98 397 €

Résultat de la Fondation	<u>148 517 €</u>

SECNO

28 rue Alfred Kastler - CS 50278
76137 MONT SAINT AIGNAN CEDEX
Tél. 02 35 59 76 76 - Fax 02 35 59 11 55